



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen - CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 12 septembre 2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31 mai 2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**
CEDILOR

Rue du Bois de Coulangue
Malancourt la Montagne
57360 Amnéville

Références : AMNEVILLE_CEDILOR_2024-08-29_RAPVI_RPE_004211
Code AIOT : 0006201477

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31 mai 2024 dans l'établissement CEDILOR implanté Rue du Bois de Coulangue Malancourt la Montagne 57360 Amnéville. L'inspection a été annoncée le 19 février 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle (PPC).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CEDILOR
- Rue du Bois de Coulangue Malancourt la Montagne 57360 Amnéville
- Code AIOT : 0006201477
- Régime : autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : oui

La société Cédilor exploite des installations de traitement et de valorisation de déchets industriels, autorisées par arrêté préfectoral n°2019-DCAT-BEPE-222 du 19 septembre 2019.

Sont notamment applicables aux activités du site :

- l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ;
- l'arrêté ministériel du 17/12/19 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- rejets aqueux
- stabilité du terrain
- système d'alerte

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Valeurs d'émission des rejets internes	Arrêté Préfectoral du 19/09/2019, article 4.4.3.2	Demande de justificatifs à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	rejets internes	Arrêté Préfectoral du 19/09/2019, article 4.4.3 (partiel)	Sans objet
3	Relevé des prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 19/09/2019, article 4.5.1	Sans objet
4	Valeurs limites d'émission pour les rejets en milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 19/09/2019, article 4.4.1.1 (partiel) et 4.4.1.2	Sans objet
5	Fréquences et modalités de l'autosurveillance de la qualité	Arrêté Préfectoral du 19/09/2019, article 4.5.2	Sans objet
6	Suivi de la stabilité des terrains	Arrêté Préfectoral du 19/09/2019, article 4.6.1	Sans objet
7	Contrôle du système d'alerte	Arrêté Préfectoral du 19/09/2019, article 4.6.2	Sans objet
8	Surveillance PFAS	Arrêté ministériel du 20 juin 2023, article 4.II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées constate des non-conformités en matière de rejets aqueux pour lesquelles elle demande à l'exploitant de lui transmettre des éléments justificatifs.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : rejets internes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2019, article 4.4.3 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets internes
Prescription contrôlée : [...] Suivi des volumes de rejets d'effluents industriels Avant chaque rejet d'une bâchée issue de l'unité physico-chimique, une mesure du volume rejeté est effectuée et enregistrée. Un débitmètre permet de comptabiliser les volumes rejetés par la station biologique. [...]
Constats : L'inspection constate la présence d'un débitmètre assurant le suivi prescrit. Vu le suivi de l'autosurveillance présenté par l'exploitant, l'inspection ne relève pas de non-conformité sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Valeurs d'émission des rejets internes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2019, article 4.4.3.2			
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs d'émission des rejets internes			
Prescription contrôlée : <p>Les effluents rejetés en sortie de l'unité de traitement physico-chimique organique et en sortie de l'unité de traitement physico-chimique minéral respectent les seuils du tableau ci-après.</p> <p><i>Les effluents rejetés respectent les seuils du tableau ci-dessous. Les concentrations sont des valeurs moyennes établies selon les cas suivants :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - en cas de rejets continus, il s'agit de valeurs moyennes journalières, c'est-à-dire établies à partir d'échantillons moyens proportionnels au débit, prélevés sur 24 h ; - en cas de rejets discontinus, les valeurs moyennes sont établies sur la durée des rejets, à partir d'échantillons moyens proportionnels au débit, ou, pour autant que l'effluent soit bien mélangé et homogène, à partir d'un échantillon ponctuel, prélevé avant le rejet. <p><i>Il est possible d'utiliser des échantillons moyens proportionnels au temps, à condition qu'il puisse être démontré que le débit est suffisamment stable.</i></p>			
Paramètre	Unité physico-chimique organique	Unité physico-chimique minéral	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées
Débit	< 600 m3/j	< 400 m3/j	-
pH	6,5 < pH < 8,5	6,5 < pH < 9,5	6,5 < pH < 8,5
Matières en suspension totales	60 mg/l	30 mg/l	35 mg/l
COT	400 mg/l	700 mg/l	-
Azote total (N)	60 mg/l	-	-
Phosphore total (P)	3 mg/l	3 mg/l	-
Indice de phénol	0,3 mg/l	0,3 mg/l	-
Cyanure libre (CN-)	0,1 mg/l	0,1 mg/l	-
Chrome hexavalent (exprimé en Cr(VI))	0,1 mg/l	0,1 mg/l	-
Plomb (exprimé en Pb)	0,3 mg/l	0,3 mg/l	-
Cuivre (exprimé en Cu)	0,5 mg/l	0,5 mg/l	-
Chrome (exprimé en Cr)	0,3 mg/l	0,3 mg/l	-
Nickel (exprimé en Ni)	1 mg/l	1 mg/l	-
Zinc (exprimé en Zn)	2 mg/l	2 mg/l	-
Composés organohalogénés adsorbables	1 mg/l	1 mg/l	-
Indice hydrocarbure	10 mg/l	10 mg/l	10 mg/l
Cadmium (exprimé en Cd)	0,1 mg/l	0,1 mg/l	-
Mercure (exprimé en Hg)	0,01 mg/l	0,01 mg/l	-
Arsenic (exprimé en As)	0,1 mg/l	0,1 mg/l	-
Constats : <p>L'inspection a contrôlé la prescription par sondage pour le mois de mars 2024, pour les rejets internes (Unité physico-chimique organique, unité physico-chimique minéral et eaux pluviales susceptibles d'être polluées) et le rejet final au milieu naturel.</p>			

Vu le suivi de surveillance (autosurveillance et mesures comparatives) présenté par l'exploitant et les données saisies sur la plate-forme GIDAF, comprenant notamment les commentaires sur l'absence de valeur ou valeur < LQ (limite de quantification) : l'inspection constate :

- des dépassements en concentration de phosphore total en sortie unité physico-chimique organique (12 dépassements) et en rejet au milieu naturel (3 dépassements inférieurs à 10%) ;
- 10 dépassements en concentration d'azote total en sortie unité physico-chimique organique.

Argumentaire de l'exploitant

L'exploitant indique que l'évolution des valeurs limites d'émission (VLE) appliquées depuis 2022 dans la cadre de la réglementation IED a significativement durci les conditions de rejet.

Il précise notamment que, concernant l'azote total et le phosphore, les prescriptions sont plus difficiles à tenir sachant que ses process (comme pour les stations de traitement biologique par exemple) ont besoin de certains éléments pour fonctionner.

Phosphore

Le processus mis en œuvre au sein des stations de traitement biologique repose sur la nitrification, à savoir l'oxydation des formes réduites de l'azote (ammonium et azote organique) en des formes oxydées de l'azote (nitrites puis nitrates). Pour cela, les bactéries ont besoin de substrats (ou nutriments) à base de carbone minéral (sous forme de carbonates) et de phosphore (sous forme de phosphates). L'apport de carbonates provient directement d'un certain nombre de déchets traités sur Cedilor. Par contre, les phosphates proviennent principalement de l'acide phosphorique dilué directement injecté dans les stations de traitement biologique, auxquels peuvent s'ajouter les phosphates contenus dans certains déchets. Toute la difficulté repose sur le bon dosage de phosphates injectés dans les stations de traitement biologique pour assurer ce processus de nitrification essentiel à la bonne dégradation et à l'élimination des formes réduites de l'azote, processus qui exige une concentration en phosphore sous forme de phosphates comprise entre 2 et 8 mg/L en fonction de la concentration en formes réduites de l'azote à dégrader.

L'inspection constate un retour à la conformité pour le mois d'avril 2024 sur les VLE en concentration du phosphore.

Azote

Le développement actuel repose sur un processus de dénitrification qui consiste à réduire les nitrates en azote gazeux. Pour cela, différentes conditions sont requises, tant en termes d'oxygénation du bassin biologique que d'apport de source carbonée organique facilement dégradable. Il est possible d'approcher voire d'atteindre une concentration inférieure à 60 mg/L en azote total (norme actuelle sur les rejets PCO), mais il mène encore aujourd'hui des tests afin de mieux définir les paramètres indispensables à ce processus de dénitrification, ainsi qu'à trouver des sources de produits (ou de déchets) contenant du carbone organique facilement dégradable. C'est pourquoi il n'arrive pas encore à respecter cette norme de 60 mg/L en azote total en sortie de ses stations de traitement biologique.

L'inspection constate, pour le mois d'avril, la persistance de dépassements réguliers (12 sur 30 mesures) de la VLE en concentration de l'azote total : elle note cependant que la VLE en flux d'Azote pour le rejet final au milieu naturel est respectée pour les mois de mars et avril 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compte tenu du retour à conformité pour le phosphore au mois d'avril, du respect du flux d'Azote sur le rejet au milieu naturel et des explications de l'exploitant, l'inspection ne propose pas de mise en demeure à ce stade mais demande à l'exploitant de lui transmettre un plan d'action visant à assurer le retour à la conformité pour les rejets d'azote total et la maintenir pour le phosphore total.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : demande de justificatifs à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Relevé des prélèvements d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2019, article 4.5.1
Thème(s) : Autre, Relevé des prélèvements d'eau
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eaux de toutes origines, comme définies à l'article 4.1.1 sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé consultable par l'inspection des installations classées.
Constats : Les installations comprennent deux branchements sur le réseau public, équipées de compteur. Vu le tableau de suivi tenu par l'exploitant, contrôlé par sondage pour l'année 2023, l'inspection ne relève pas de non-conformité sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Valeurs limites d'émission pour les rejets en milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2019, article 4.4.1.1 (partiel) et 4.4.1.2				
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission pour les rejets en milieu naturel				
Prescription contrôlée : <u>Article 4.4.1.1</u> [...] Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :- température : < 25 °C ;- couleur: modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l ; après établissement d'une corrélation avec la méthode utilisant des solutions témoins de platine-cobalt, la modification de couleur, peut en tant que de besoin, également être déterminée à partir des densités optiques mesurées à trois longueurs d'ondes au moins, réparties sur l'ensemble du spectre visible et correspondant à des zones d'absorption maximale. Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière. Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf dispositions contraires, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.				
<u>Article 4.4.1.2</u> A partir du 1er janvier 2020, l'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.				
Paramètre	Code SANDRE	Valeur limite d'émission	Flux journalier maximal en kg/j	Flux journalier moyen mensuel en kg/j
Débit	1552	1000 m³/j		
pH	1302	6,5 < pH < 8,5		
Température	1301	25 °C		
Matières en suspension totales	1305	100 mg/l	15 kg/j	-
DBO5	1313	30 mg/l	30 kg/j	
COT	1841	350 mg/l	193,5 kg/j	153,5 kg/j
Azote Kjeldhal total	1319	-	50 kg/j	35 kg/j
Phosphore (phosphore total)	1350	-	4,65 kg/j	4 kg/j
Indice phénols	1440	0,3 mg/l	0,2 kg/j	0,14 kg/j
Indice cyanures totaux	1390	0,2 mg/l	-	0,01 kg/j

Cyanures libres	1084	0,1 mg/l	0,01 kg/j	0,01 kg/j
Chrome hexavalent et composés (en Cr6+)	1371	0,05 mg/l	0,005 kg/j	0,005 kg/j
Plomb et ses composés (en Pb)	1382	0,1 mg/l	-	0,050 kg/j
Cuivre et ses composés (en Cu)	1392	0,25 mg/l	-	0,060 kg/j
Chrome et ses composés (en Cr)	1389	0,1 mg/l	-	0,100 kg/j
Nickel et ses composés (en Ni)	1386	1 mg/l	-	0,360 kg/j
Zinc et ses composés (en Zn)	1383	2 mg/l	0,65 kg/j	0,422 kg/j
Manganèse et composés (en Mn)	1394	1 mg/l	1 kg/j	1 kg/j
Etain et ses composés (en Sn)	1380	-	0,020 kg/j	0,020 kg/j
Fer, aluminium et composés (en Fe+Al)	7714	5 mg/l	5 kg/j	5 kg/j
Composés organiques halogénés (en AOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX)	1106 (AOX)	1 mg/l	1 kg/j	1 kg/j
Hydrocarbures totaux	7009	10 mg/l	2 kg/j	1,4 kg/j
Ion fluorure (en F-)	7073	15 mg/l	-	4,2 kg/j
Cadmium et ses composés (1)	1388	0,025 mg/l jusqu'au 31 décembre 2022	-	0,007 kg/j jusqu'au 31 décembre 2022
Mercuré et ses composés*	1387	0,025 mg/l jusqu'au 31 décembre 2022	0,0012 kg/j	0,0007 kg/j
Nonylphénols (1)	1958	0,025 mg/l jusqu'au 31 décembre 2022	-	-
Arsenic et ses composés	1369	0,1 mg/l	-	0,028 kg/j

Constats :

L'inspection a contrôlé la prescription par sondage pour les mois de mars et avril 2024.

Vu le suivi de surveillance (autosurveillance et mesures comparatives) présenté par l'exploitant et les données saisies sur la plate-forme GIDAF, comprenant notamment les commentaires sur l'absence de valeur ou valeur < LQ (limite de quantification) : l'inspection constate :

- 3 dépassements en concentration de phosphore total, inférieurs à 10%, au mois de mars ;
- le retour à la conformité au mois d'avril.

Compte tenu de ces éléments et des argumentaires de l'exploitant (cf. point de contrôle 2), l'inspection ne retient pas de non-conformité sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Article 4.5.2. Fréquences et modalités de l'autosurveillance de la qualité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2019, article 4.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Article 4.5.2. Fréquences et modalités de l'autosurveillance de la qualité
Prescription contrôlée : Article 1.1.1. Article 1.1.1.1. <u>Autosurveillance des rejets dans le milieu naturel</u> L'exploitant dispose d'un programme de surveillance de ses rejets. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais aux fréquences fixées dans le tableau ci-après. Les mesures comparatives mentionnées à l'article 2.7.4 sont réalisées selon la fréquence minimale figurant dans le tableau ci-après également. (tableau non reproduit) Article 1.1.1.2. <u>Autosurveillance des rejets internes</u> Chaque bâchée du physico-chimique, les échantillons moyens journaliers de la station biologique ainsi qu'un échantillon des eaux de carreaux sont analysés selon les fréquences définies : - à l'article IV.11.7 de l'arrêté préfectoral n°2002-AG/2-258 du 1er octobre 2002 modifié jusqu'au 16 août 2022 ; - dans le tableau suivant, à partir du 17 août 2022 : (tableau non reproduit) <i>Les résultats de l'autosurveillance interne sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</i>
Constats : L'inspection a contrôlé la prescription par sondage pour le mois d'avril 2024. Vu le suivi de surveillance (autosurveillance et mesures comparatives) présenté par l'exploitant et les données saisies sur la plate-forme GIDAF, comprenant notamment les commentaires sur l'absence de valeur ou valeur < LQ (limite de quantification) : l'inspection ne relève pas de non-conformité sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Suivi de la stabilité des terrains

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2019, article 4.6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi de la stabilité des terrains
Prescription contrôlée : En accord avec l'inspection des installations classées, des bases de nivellement sont installées à la périphérie du site. Un relevé topographique des bases entre elles et un relevé en cote absolue (par GPS ou système donnant des résultats équivalents) sont effectués tous les 3 ans. L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées une copie commentée de ces relevés.
Constats : Vu les rapports de nivellement 2018 et 2021 indiquant une bonne stabilité des terrains (variation maximale de 3mm sur un des points de mesure), l'inspection ne relève pas de non-conformité sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Contrôle du système d'alerte

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2019, article 4.6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle du système d'alerte
Prescription contrôlée : Annuellement, l'exploitant contrôle le bon fonctionnement du système d'alerte visé à l'article 4.2.2 du présent arrêté. Ce contrôle porte sur : la présence éventuelle d'eau dans les puits ; le fonctionnement de la sonde d'humidité installée dans le puits aval ; le fonctionnement de l'alarme reportée. Les résultats de ce contrôle et les mesures prises à la suite de celui-ci sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Vu le registre de suivi de contrôle du système d'alerte tenu par l'exploitant, indiquant une fréquence de contrôle annuelle des éléments prescrits, l'inspection ne relève pas de non-conformité sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Surveillance PFAS

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 20 juin 2023, article 4.II

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance PFAS

Prescription contrôlée :

II. - L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I.

Selon la rubrique de la nomenclature des installations classées au titre de laquelle son établissement est soumis à autorisation, l'exploitant réalise sa première campagne d'analyse selon les délais suivants :

Rubrique de la nomenclature des installations classées	Délai pour réaliser la première campagne d'analyse à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté
2660, 2661, 2760, 2790, 3410, 3420, 3440, 3450, 4713	Trois mois
2330, 2345, 2350, 2351, 2567, 2750, 2752, 2795, 3120, 3230, 3260, 3610, 3620, 3630, 3670, 3710	Six mois
2791, 3510, 3531, 3532, 3540, 3560	Neuf mois

Constats :

L'exploitant a fait réaliser trois campagnes de mesures des PFAS en mars 2024, mai et juin 2024.

L'inspection constate :

- que les campagnes de mesures ont été réalisées dans le délai applicable au site (9 mois) ;

- un écart de deux mois entre la première et la seconde campagne : l'exploitant l'explique par un problème technique du laboratoire d'analyse.

L'exploitant précise être en phase de test pour une filtration des PFOS/PFAS par charbon actif.

L'inspection ne retient pas de non-conformité sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite